



## PREFECTURE DU RHONE

*Lyon, le 26 AVR 2004*

DIRECTION  
DE L'ADMINISTRATION GENERALE

Bureau de l'environnement  
et des installations classées

Affaire suivie par Monique DURAND  
☎ : 04 72 61 61 50  
Fax : 04 72 61 64 26

### ARRETE

**imposant des prescriptions complémentaires  
à la société INTERNATIONAL PAPER INDUSTRIE FRANCE  
25, chemin des Frères Lumière à SAINT-PRIEST**

*Le Préfet de la zone de défense Sud-Est  
Préfet de la région Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Officier de la Légion d'Honneur*

- VU le code de l'environnement -partie législative - notamment l'article L 512-3 ;
- VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié ;
- VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 94.861 du 28 août 1994 portant approbation du plan régional de valorisation et d'élimination des déchets industriels spéciaux en Rhône-Alpes ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 96.652 du 20 décembre 1996 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée-Corse ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2003-2318 du 3 décembre 2003 portant approbation de la révision du plan de gestion des déchets ménagers et assimilés dans le département du Rhône ;

..//..

VU l'arrêté préfectoral du 26 juillet 1963 modifié, autorisant la société LUMIERE à exploiter une usine de fabrication de surfaces sensibles photographiques dans son établissement de SAINT-PRIEST ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 juillet 1993 règlementant l'ensemble des activités exercées par la société ILFORD ANITEC, 25, chemin des Frères Lumière à SAINT-PRIEST ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 avril 2003 imposant à la société INTERNATIONAL PAPER INDUSTRIE FRANCE des mesures de remise en état du site consécutives à la pollution des sols de son établissement situé 25, chemin des Frères Lumière à SAINT-PRIEST ;

VU l'étude simplifiée des risques réalisée par la société ANTEA et remise le 15 octobre 2003 par la société INTERNATIONAL PAPER INDUSTRIE FRANCE ;

VU le rapport en date du 5 février 2004 de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis du conseil départemental d'hygiène exprimé dans sa séance du 25 mars 2004 ;

CONSIDERANT que selon les conclusions de l'évaluation simplifiée des risques, le site nécessite une surveillance de la qualité des eaux souterraines ;

CONSIDERANT, en outre, que l'exploitant doit procéder à l'enlèvement de l'ensemble des terres polluées par de l'argent au droit du bac de récupération des « eaux blanches » ;

CONSIDERANT dès lors qu'il convient de faire application des dispositions de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 susvisé ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1er - Objet**

La société **INTERNATIONAL PAPER INDUSTRIE FRANCE**, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 25, chemin des Frères Lumière à **SAINT-PRIEST**, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour la surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit du site qu'elle exploitait à la même adresse, et pour l'excavation des terres polluées.

## **ARTICLE 2 - Surveillance des eaux souterraines**

### **2.1 - Réseau de surveillance des eaux souterraines**

Le réseau de contrôle de la qualité des eaux souterraines sera constitué de deux piézomètres tels qu'indiqués sur le plan annexé au présent arrêté. Ils ne pourront être déplacés sans l'accord préalable de l'inspection des installations classées.

Ces piézomètres seront maintenus en état et toujours accessibles. Les conditions d'accès devront être satisfaisantes et garantir toute la sécurité nécessaire pour y effectuer des prélèvements.

Ils seront efficacement protégés de manière à éviter tout risque de pollution de la nappe.

### **2.2 - Analyse des eaux souterraines**

#### **2.2.1 - Prélèvement et échantillonnage des eaux souterraines**

Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivront les recommandations du fascicule AFNOR FD-X-31.615 de décembre 2000.

#### **2.2.2 - Nature et fréquence d'analyse**

Les paramètres ci-dessous feront l'objet d'analyses, conformément aux méthodes de référence et normes en vigueur, à fréquence semestrielle, dont une interviendra en période de hautes eaux et l'autre de basses eaux :

<b>Paramètres</b>
Argent

Le résultat des analyses et de la mesure du niveau piézométrique sera transmis à l'inspecteur des installations classées au plus tard 1 mois après leur réalisation avec systématiquement commentaires de l'exploitant sur l'évolution (situation qui se dégrade, s'améliore ou reste stable) et les propositions de traitement éventuels. Les calculs d'incertitude (prélèvements, transport, analyse...) seront joints avec le résultat des mesures.

### **2.3 - Durée**

La surveillance, déjà mise en place par l'exploitant, sera poursuivie jusqu'à ce que 3 campagnes d'analyses aient été réalisées dans chaque période (hautes eaux et basses eaux).

A l'issue de cette période, la surveillance pourra être allégée ou suspendue sur avis de l'inspecteur des installations classées.

### **ARTICLE 3 - Excavation des terres souillées**

La société International Paper Industrie France devra faire procéder à l'excavation des terres souillées par de l'argent au droit du bac de récupération des « eaux blanches ».

Le traitement des terres souillées sera réalisé dans des installations autorisées à cet effet. La société International Paper Industrie France devra s'en assurer et adressera à l'inspection des installations classées les bordereaux d'élimination justificatifs.

Après excavation, des analyses seront réalisées en fond de fouille et sur les parois de la fouille afin de vérifier que les teneurs résiduelles en argent sont inférieures ou égales au bruit de fond local (0,5 mg/kg). L'excavation sera poursuivie tant que cet objectif ne sera pas atteint.

L'excavation des terres et les analyses seront réalisées dans un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Une synthèse des travaux d'excavation sera remise à l'inspecteur des installations classées.

### **ARTICLE 4 - Frais**

Les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **ARTICLE 5**

1. Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de SAINT-PRIEST et à la préfecture du Rhône (Direction de l'Administration Générale -3ème Bureau) et pourra y être consultée.
2. Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.
3. Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.
4. Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

### **ARTICLE 6**

Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

## ARTICLE 7

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de SAINT-PRIEST, chargé de l'affichage prescrit à l'article 5 précité,
- au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- au directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- à l'exploitant.

Pour copie conforme  
La Secrétaire Administrative déléguée

  
Monique DURAND

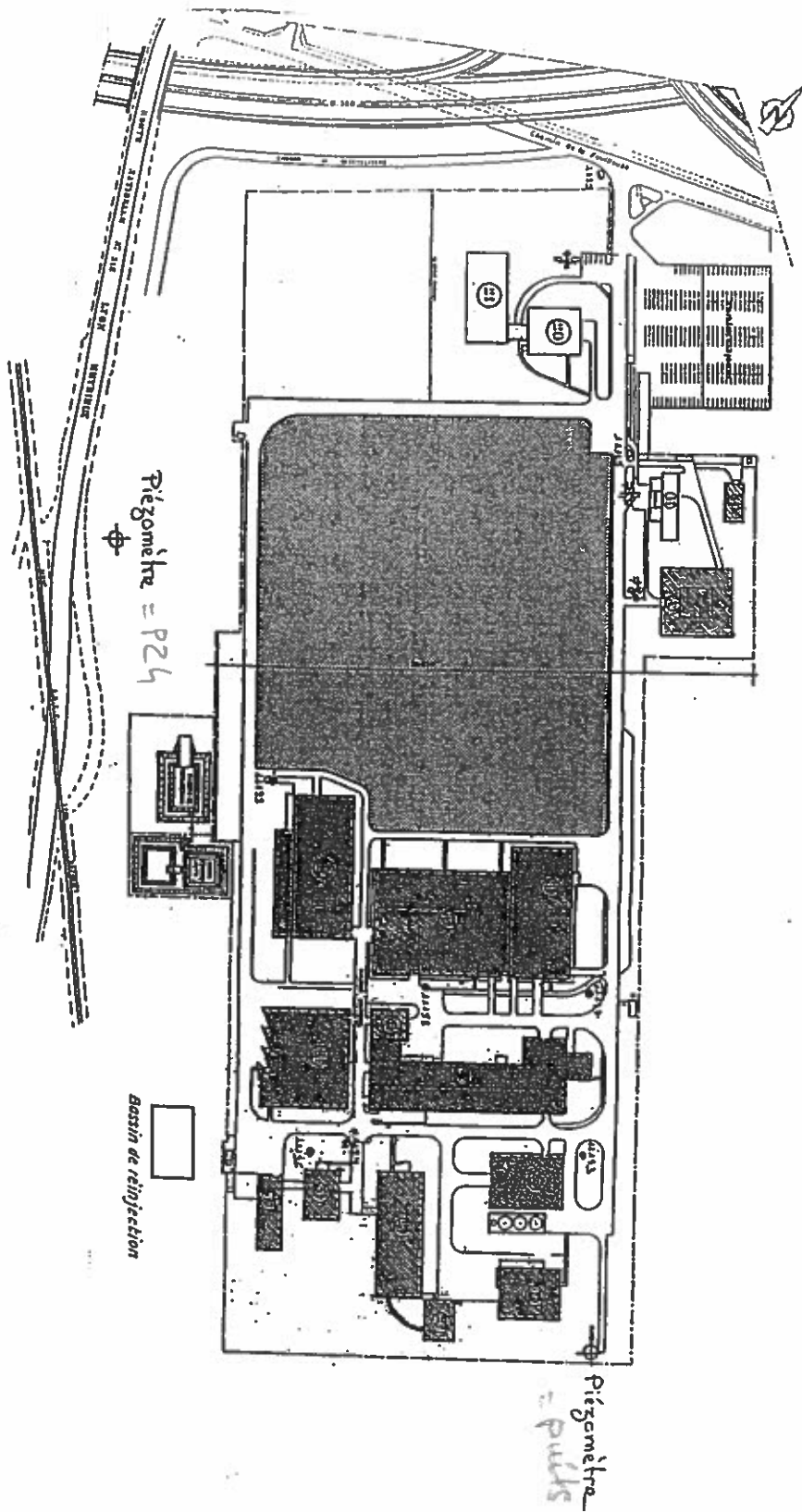
LYON, le 26 AVR 2004

Le Préfet.

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,

  
Gilbert PAYET





International Paper Industrie France